

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

**DIXIEME SESSION**

*Documents officiels*



**SIXIEME COMMISSION, 445<sup>e</sup>**

**SEANCE**

**Mercredi 19 octobre 1955.  
à 15 h. 15**

**New-York**

**SOMMAIRE**

*Pages*

Point 50 de l'ordre du jour :

|   |        |
|---|--------|
| Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa septième session ( <i>suite</i> ) ..... | 17     |
| Hommage à la mémoire de M. Carlos Dávila .....  | 18, 19 |

**Président: M. Manfred LACHS (Pologne).**

**POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa septième session (A/2934, A/C.6/348, A/C.6/L.351) [*suite*]**

1. Le **PRESIDENT** rappelle que la Sixième Commission est saisie du projet de résolution présenté par le Royaume-Uni (A/C.6/L.351) et relatif à la durée du mandat des membres de la Commission du droit international.
2. M. **MIRAS** (Turquie) rend hommage à l'œuvre déjà accomplie par la Commission du droit international et se déclare favorable à toute mesure qui faciliterait ses travaux.
3. Les recommandations que présente la commission (A/2934, par. 27) s'appuient sur une expérience de sept années et n'ont pour objet que d'aider ses membres dans leur tâche. La Commission du droit international se consacre actuellement à des questions très importantes, et c'est pourquoi la délégation turque est favorable à une prolongation du mandat, qui permettrait d'assurer la stabilité nécessaire sans, pour autant, porter atteinte au principe de la répartition géographique équitable. La continuité des travaux se trouverait encore mieux assurée si, comme les Etats-Unis l'ont proposé (442ème séance), l'Assemblée générale procédait à des élections partielles échelonnées.
4. Toutefois, si les divergences de vues se font jour, il est sans doute préférable que la Commission attende la prochaine session de l'Assemblée pour prendre une décision à ce sujet.
5. M. **WINKLER** (Tchécoslovaquie) estime que les recommandations de la Commission du droit international sont justifiées, puisqu'elles s'appuient sur une expérience de sept années. La discussion a montré que la plupart des délégations comprennent qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des travaux.
6. On a fait valoir cependant que l'amendement proposé est en contradiction avec le principe de la répartition géographique équitable, auquel la Tchécoslovaquie a toujours attaché une très grande importance, et qu'elle voudrait voir strictement appliqué dans tous les organes des Nations Unies. L'expérience a montré, et récemment encore dans le cas du Conseil de sécurité, que ce principe est trop souvent écarté. En l'occurrence cependant, ainsi que le représentant de l'Inde l'a indiqué à la 444ème séance, la prolongation du mandat n'est

pas en conflit avec le principe de la répartition géographique, puisque l'article 8 du statut de la commission dispose que la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde doit être assurée. Ce qui importe, ce n'est pas la durée du mandat: c'est à tous les Etats Membres qu'il incombe de veiller à ce que le principe soit strictement appliqué.

7. La délégation de la Tchécoslovaquie estime que l'ajournement de la décision ne permettrait pas d'apporter d'éléments nouveaux, et votera en faveur du projet de résolution du Royaume-Uni s'il est mis aux voix.

8. M. **RODIL MACHADO** (Guatemala) a suivi avec beaucoup d'attention les divers arguments invoqués au cours du débat, et pense que la prolongation du mandat s'impose. La composition de la Commission du droit international importe davantage que la durée du mandat de ses membres, puisque l'article 8 du statut dispose que la représentation des principaux systèmes juridiques du monde doit être assurée: chacun des Etats Membres peut donc éventuellement participer aux travaux de la commission. S'il est vrai que l'amendement proposé ne garantit pas que les rapporteurs pourront dans tous les cas achever leurs travaux, il faut cependant que les membres de la commission sachent qu'ils disposent de cinq années pour mener leur tâche à bien.

9. La prolongation du mandat devrait s'accompagner de certaines autres modifications, concernant notamment les vacances à pourvoir et les réélections, et la proposition des Etats-Unis mérite à cet égard un examen attentif. La Commission du droit international n'a pas tenu compte de ces aspects de la question: pour lui permettre de les examiner, il semble donc préférable que la Sixième Commission remette sa décision à la onzième session de l'Assemblée, d'autant que l'amendement proposé ne doit prendre effet qu'à dater du 1er janvier 1957.

10. Si le projet de résolution du Royaume-Uni était mis aux voix, la délégation du Guatemala serait tenue de s'abstenir.

11. M. **CARPIO** (Philippines) rappelle les principales raisons invoquées au cours de la discussion pour justifier la prolongation du mandat des membres de la Commission du droit international. La question est complexe. Est-il certain par exemple qu'un mandat de cinq ans suffirait pour assurer la continuité des travaux de la commission? Il est fort possible qu'une période de six ans, avec renouvellement partiel, donne des résultats beaucoup plus satisfaisants. Or, l'adoption du projet de résolution du Royaume-Uni aurait pour effet d'exclure cette possibilité. D'autre part, comme l'a fait observer le Président de la Commission du droit international (444ème séance), la question des vacances à pourvoir se pose dès l'instant que le mandat dure plus de trois ans. Il est donc nécessaire d'examiner cette question en même temps que celle de la prolongation du mandat, afin de modifier, le cas échéant, l'article 11

du statut de la commission. Il n'est pas évident non plus, malgré ce qu'ont affirmé certains orateurs, que cette prolongation ne porterait pas atteinte au principe d'une représentation géographique équitable. En fait, elle retarderait la représentation de certaines formes de civilisation et de certains systèmes juridiques à la commission. Il en serait ainsi d'autant plus qu'aux termes de la proposition actuelle les membres de la commission seraient immédiatement rééligibles. Il y aurait lieu, à ce propos, d'examiner s'il ne serait pas préférable de prévoir qu'un certain laps de temps devrait s'écouler avant que les membres de la commission puissent être réélus.

12. La question doit être traitée dans son ensemble, et plusieurs de ses aspects méritent un examen très approfondi. Comme l'ont souligné certains membres, il n'est pas nécessaire que l'Assemblée générale prenne une décision dès la présente session.

13. Pour cette raison, la délégation des Philippines, qui voterait contre le projet de résolution du Royaume-Uni au cas où il serait mis aux voix, propose formellement que l'ensemble de la question soit renvoyé à la onzième session de l'Assemblée générale.

14. Après un échange de vues sur l'application éventuelle de l'article 121 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, auquel participent M. MEMON (Pakistan), M. RODIL MACHADO (Guatemala), M. MAURTUA (Pérou), M. VALLAT (Royaume-Uni) et M. GABRE-EGZY (Ethiopie), le PRÉSIDENT propose d'ajourner l'examen de la question de la durée du mandat des membres de la Commission du droit international à la séance suivante de la Sixième Commission, afin de permettre au représentant des Philippines de déposer un projet de résolution, et propose en outre à la Commission d'aborder la question de la publication des documents de la Commission du droit international.

*Il en est ainsi décidé.*

15. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres sur le paragraphe 35 du rapport de la Commission du droit international (A/2934) et sur l'étude rédigée par le Secrétaire général (A/C.6/348).

16. M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) déclare que la Commission du droit international a adopté à l'unanimité le projet de résolution relatif à la publication de ses documents (A/CN.4/L.62/Rev.1). La question se pose de savoir si ces documents devront être incorporés dans l'Annuaire juridique des Nations Unies ou être publiés dans des volumes distincts. Pour y répondre, il faudra tenir compte des incidences budgétaires. Il conviendra également de décider si la publication sera rétroactive et portera sur les travaux de la commission depuis leur début. Personnellement, M. Spiropoulos est partisan de cette solution.

17. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) souligne, lui aussi, qu'il existe deux solutions possibles pour la publication. Il rappelle cependant que la création de l'Annuaire juridique des Nations Unies n'a pas encore été approuvée par l'Assemblée générale. Le rapport présenté par le Secrétaire général (A/C.6/348) indique *in fine* quelles seraient les incidences budgétaires des deux modes de publication.

18. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense que la question est compliquée par le fait que la résolution adoptée par la Commission du droit international semble impliquer l'existence de

l'Annuaire juridique des Nations Unies, et est intimement liée à la publication de cet annuaire. Or, l'annuaire n'existe pas encore. Le principe de sa création n'est pas encore adopté; la question ne figure même pas à l'ordre du jour de la session actuelle de l'Assemblée générale. Dans ces conditions, M. Morozov demande si la Sixième Commission est en mesure d'étudier la proposition de la Commission du droit international — et si elle est même autorisée à le faire.

19. M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) déclare que la Commission du droit international a simplement voulu poser la question de la publication de ses documents, et qu'elle n'a pas entendu demander que la discussion ait lieu à une date très rapprochée. Les questions soulevées par le représentant de l'Union soviétique méritent d'être étudiées avec soin.

20. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) répond à M. Morozov que si la Commission du droit international a fait mention de l'Annuaire juridique des Nations Unies, il ne s'agit là que d'une partie des propositions qu'elle a formulées. S'il est possible de discuter celles-ci sans prendre position sur la question de l'annuaire, rien n'empêche la Sixième Commission de poursuivre les débats. Mais si les propositions forment réellement un tout, il faudra remettre la discussion jusqu'au moment où le problème de l'Annuaire juridique figurera à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

21. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie le Secrétaire de la Commission de sa déclaration. Il pense comme lui qu'aucune discussion utile ne pourra avoir lieu sur la question de l'annuaire tant que celle-ci ne figurera pas à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Il devrait cependant être possible de discuter, d'une façon générale, le problème de la publication des documents de la Commission du droit international, sans prendre position sur celui de l'Annuaire juridique.

22. M. VALLAT (Royaume-Uni) estime que les questions posées par M. Morozov laissent planer un doute et qu'elles doivent être étudiées d'une façon plus approfondie. Il réserve sur ce point l'attitude de sa délégation.

23. M. JAMIESON (Australie) déclare que la Commission peut fort bien discuter la question de la publication d'une façon générale et adopter une résolution qui réserve le problème de l'Annuaire juridique.

24. Le PRÉSIDENT partage l'avis du représentant de l'Australie sur le premier point, mais il souligne que les membres de la Sixième Commission conservent toute liberté de rédiger comme ils l'entendent les projets de résolution qu'ils voudraient présenter.

25. Il demande au représentant des Philippines de déposer le plus rapidement possible la proposition écrite d'ajournement à la onzième session de l'Assemblée générale de la question de la durée du mandat des membres de la Commission du droit international. Il convient que les membres de la Sixième Commission disposent du temps nécessaire pour étudier cette proposition, car son adoption constituerait une décision définitive sur l'un des points de l'ordre du jour actuel.

#### *Hommage à la mémoire de M. Carlos Dávila*

26. M. MAURTUA (Pérou) fait part à la Commission du décès de M. Carlos Dávila, secrétaire général de l'Organisation des Etats américains. Il rend hommage à la grande figure du disparu, à ses efforts

inlassables pour assurer une liaison étroite entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains, et il présente à la délégation du Chili les condoléances de son pays.

27. Le PRÉSIDENT, au nom des membres de la Commission, s'associe à l'hommage rendu à M. Dávila et aux condoléances exprimées à la délégation du Chili.

28. M. CONTRERAS (Chili) remercie le représentant du Pérou et tous les membres de la Commission des sentiments qu'ils viennent de manifester.

*Sur la proposition de M. Memon (Pakistan), auquel se joint M. Jamieson (Australie), la Sixième Commission observe une minute de silence.*

La séance est levée à 16 h. 45.